

**Commission** : Conseil des ministres de l'Intérieur

**Problématique** : "Comment accueillir et/ou gérer l'arrivée de nouveaux migrants et réfugiés vers l'UE, notamment les femmes, les enfants, les personnes LGBTQI en plus grande situation de vulnérabilité ?"

**Auteur**: Suède

La Suède, ou le royaume de Suède, est un pays scandinave. Sa capitale est Stockholm. Elle a une frontière avec la Norvège à l'Ouest et une autre avec la Finlande à l'Est. Il s'agit du cinquième pays le plus grand d'Europe. La Suède est une monarchie constitutionnelle, ce qui signifie qu'aujourd'hui le roi, Charles XVI Gustave, exerce des fonctions honorifiques en tant que chef d'État. Le gouvernement s'organise selon le principe de séparation des pouvoirs et d'une démocratie représentative à régime parlementaire monocaméral. Il est composé du Premier ministre Ulf Kristersson et de 22 autres ministres. Parmi eux, nous pouvons citer Mme Maria Malmer Stenergard, ministre des migrations, ou Tobias Billström, ministre des Affaires étrangères. La démocratie suédoise est considérée comme l'une des plus avancées du monde. En effet, la Suède est un pays très développé, parmi les plus égalitaires du monde grâce à son système efficace de redistribution des richesses. Le pays a rejoint l'Union Européenne en 1995, et conserve toujours sa propre monnaie. Elle fait aussi partie de l'ONU, du Conseil Nordique (1952) ou encore du Conseil de l'Arctique (1996).

Le monde, jusqu'à aujourd'hui, pensait la Suède comme un pays offrant des réglementations "généreuses". C'est bien pour cela que chaque année 121 000 immigrés étaient accueillis au sein du pays. Cependant, nous avons intensifié la traque des sans-papiers et donc multiplier les contrôles d'identité, dans le but de ne pas causer de multiples problèmes d'intégration, de délinquance et de fractures entre les différentes cultures. Malgré tout, nous sommes un pays ouvert et sûr avec des objectifs clairs en matière de droits des femmes et des LGBTQI par exemple. En effet, la Suède a signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 1980. Nous avons donc le devoir d'éliminer toute discrimination à l'égard des filles et des femmes. Les droits de la communauté LGBTQI comptent parmi les plus progressistes d'Europe et du monde. La légalisation des relations homosexuelles remonte à 1944. En 1972, la Suède est également devenue le premier pays au monde à autoriser les personnes transgenres à subir une chirurgie de réattribution sexuelle. Ainsi, notre pays permet tout de même l'arrivée de réfugiés comme les femmes, les enfants et les personnes LGBTQI, en grande situation de vulnérabilité. Nous sommes donc un pays sécurisé pour accueillir un certain type de réfugiés et immigrés à nombre réduit.

Le pays a une position dure sur la migration, comme nous le montrons actuellement durant notre semestre de présidence de l'Union Européenne où nous ne comptons en aucun cas nous pencher, ni promouvoir le Pacte européen sur les migrations et l'asile, visant à renforcer la gestion commune et la solidarité. Nous avons mis en place de nombreuses mesures afin de dissuader les migrants et réfugiés de venir dans notre pays. D'abord, nous investissons davantage dans les efforts d'information à l'étranger. Cette campagne comprend une communication ciblée auprès des rédactions et des agences de presse étrangères ainsi que des informations destinées aux ambassades étrangères en Suède, afin d'empêcher les personnes sans protection de mettre leur vie entre les mains de passeurs. Ensuite, nous avons réussi à imposer une réduction drastique des arrivées, avec un quota de 900 réfugiés par an, contre 6400 en 2022. De plus, le revenu minimal exigé pour décrocher un permis de travail en Suède est prévu d'être augmenté aux alentours de 33 000 couronnes par mois (2 985 €), contre 13 000 (1175€) jusqu'à aujourd'hui. A contrario, les allocations attribuées aux migrants ont été réduites. Enfin, à l'intérieur même du pays, la traque des sans-papiers s'est, comme déjà dit plus tôt, intensifiée. Et pour cela, nous commençons une politique de recensement de la population pour mieux les déloger et nous multiplions les contrôles d'identité dans les quartiers sensibles. Mais d'un autre côté, les femmes et les filles afghanes sont automatiquement considérées comme des réfugiées dans le pays, en raison de l'aggravation de la situation qui leur est imposée par les Taliban en Afghanistan. Leur cas n'est pas le seul, nous

accueillons aussi les LGBTQI de Somalie persécuté. En régulant l'arrivée des migrants et réfugiés en Suède, nous faisons dans le même temps un tri des différentes demandes selon la situation des arrivants.

Nous pensons tout de même que des mesures devraient être mises en place en Europe. Il faut tout d'abord désengorger les flux migratoires, afin de ne pas refaire face à une crise migratoire comme celle de 2015. Pour ce faire, nous pouvons envisager utopiquement des paix durables et le respect des droits humains définis par les Nations Unies. Pour accueillir les personnes en plus grandes situations de vulnérabilité, il serait recommandé de les orienter vers des services adaptés notamment médicaux et psychosociaux, si elles ont été victimes de violences physiques et psychiques. Nous suggérons la création et la rénovation de centres pour migrants et réfugiés dans les pays de transit, qui leur garantiront un niveau de vie stable jusqu'à leurs départs vers un autre pays. Nous incitons à instaurer un quota de réfugiés à accueillir dans chaque pays en fonction de leur IDH, leur population, leur taux de chômage et leur espace constructible.

Tout comme à l'échelle de la Suède, il apparaît indispensable en Europe de réguler la politique migratoire, et donc d'avoir une migration choisie. A l'aide de différentes politiques et stratégies de communication à l'étranger, les flux migratoires seront réduits et endigués vers l'Union Européenne. En conclusion, notre pays est fortement motivé pour débattre ainsi qu'apporter des mesures et des solutions durables.